



**Cercle Henri Barbusse**  
de culture ouvrière et populaire  
[rassemblementcommuniste.org](http://rassemblementcommuniste.org)

**Besoin d'un puissant  
mouvement populaire et  
internationaliste  
de lutte de classe**

**POUR RENVERSER  
LE CAPITALISME,  
CESSONS DE  
PORTER LE DEUIL!**

Novembre 2014



## ***A l'occasion du 97<sup>ème</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre 1917, critique du réformisme et de l'opportunisme des Gauches d'Europe***

En Bolivie, au Venezuela, en Equateur, au Brésil, etc., les peuples élisent coup sur coup une gauche révolutionnaire, anti-libérale, anti-impérialiste à orientation socialiste qui augmente les salaires, sort des millions de travailleurs de la pauvreté, leur permet l'accès gratuit aux soins et à l'éducation, protège l'environnement, dénonce les guerres, prône la paix et la coopération pacifique sur la base de l'égalité entre les peuples, œuvre au développement national par la réalisation de la souveraineté nationale et populaire.

A Cuba, en Chine, au Vietnam et en Corée du Nord, ces pays rescapés de la défaite du camp socialiste des années 89/90, dirigés par des partis communistes au pouvoir, le progrès social et le développement économique, technique, scientifique et culturel sont aussi au rendez vous.

Ces progrès dus aux politiques anti-libérales de tels pouvoirs opèrent des transformations progressistes et pacifiques du rapport des forces géostratégiques favorables aux peuples, notamment à ceux encore sous le joug des impérialistes US et de l'UE au détriment de l'impérialisme.

A ces pays révolutionnaires à orientation socialiste dirigés par des partis communistes ou par une gauche anti-libérale et anti-impérialiste se joignent de plus en plus des pays gouvernés par des bourgeoisies nationalistes comme la Russie, l'Inde, l'Iran, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, la Syrie, l'Argentine, l'Angola, la RDC, etc, qui secouent le joug hégémonique des Etats-Unis et des puissances de l'UE, lesquels ont saccagé, cinq siècles durant, le monde par l'exploitation de classe, les génocides, l'esclavage et la colonisation.

Tel est le constat objectif que font de plus en plus de peuples à travers le monde.

Vingt quatre ans après avoir sablé le champagne en proclamant la « *fin de l'histoire* », quelles sont les réponses des forces capitalistes et impérialistes à cette évolution progressiste ? Que doivent faire les peuples aux USA et dans chaque pays de l'UE, comme les autres peuples du monde, pour préserver la paix, le progrès social, économique, écologique et culturel ?

### **Combattre l'hégémonie du réformisme**

Avant la défaite du camp socialiste dans les années 90, les bourgeoisies des puissances impérialistes confrontées au socialisme réel, dont l'existence galvanisait les luttes des classes ouvrières et populaires, avaient été contraintes à concéder ce qu'il est convenu d'appeler la « *société de consommation à crédit* » et les indépendances formelles des ex-colonies souvent transformées en néo-colonies.

Cette évolution forcée du capitalisme mondial a été accompagnée d'une intense guerre idéologique contre le socialisme qualifié « *d'impérialisme* » ou de « *social-impérialisme* », contre le mouvement ouvrier présenté comme « *dépassé* », d'une réorganisation de l'exploitation de classe au fur et à mesure de la concentration du capital à l'échelle mondiale, avec la formation de grands groupes monopolistes transnationaux, d'une nouvelle division internationale du travail, du commerce mondial, de la finance mondiale et des rapports entre Etats oppresseurs et peuples opprimés à l'échelle du globe entier.

Une offensive gigantesque a été menée par les classes dominantes pour soumettre le mouvement ouvrier à une aristocratie et une bureaucratie ouvrière, et associant des bourgeoisies des pays faibles anciennement colonisés au système mondial de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Cette oeuvre de sauvetage du système capitaliste a été accomplie, au sortir de la seconde guerre mondiale, par la pression militaire, financière, culturelle, idéologique et politique de l'impérialisme sur l'URSS, par l'encerclement du camp socialiste, par la division du mouvement communiste international et par la soumission des bourgeoisies nationales apatrides des semi-colonies. Le résultat en a été la défaite des premières expériences d'édification d'une société sans patron, sans capitaliste.

Retenue pendant 70 ans d'existence de socialisme réel par son instinct de survie pour ne pas tout perdre, une fois la défaite du socialisme réel obtenue, la bourgeoisie impérialiste des USA et de l'UE a ainsi pu donner

libre cours à son instinct naturel prédateur pour engager à coups de bulldozer la destruction des conquêtes sociales et démocratiques qu'elle avait concédées auparavant face aux luttes sociales et populaires et se lança dans de nouvelles aventures guerrières.

Les concepts de *démocratie* réduit au *multipartisme*, plus exactement au *bipartisme* en opposition au « *pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple* », de *liberté* ramenée à *l'individualisme* contre le *collectif*, de *réussite personnelle individuelle* contre *l'égalité collective*, de *classe moyenne* contre la *classe ouvrière* et de *propriété privée* contre la *propriété collective* sont devenus l'alpha et l'oméga du mensonge de la funeste « *fin de l'histoire* » humaine.

A l'instar de ses prédécesseurs qui avaient rallié « *l'union sacrée* » de la bourgeoisie en 1914 pour s'engager dans la boucherie de la sale guerre, la social-démocratie, devenue depuis lors bourgeoise et impérialiste, s'est muée en social-libéralisme pour mieux servir le capitalisme.

A ceux qui s'illusionnent encore sur les « *socialistes* », il suffit de lire -comme nous y invitent Michel et Monique Pinçon-Charlot dans leur essai « *La violence des riches* »- François Hollande sous le pseudonyme de Jean François Trans, Jean Michel Gaillard conseiller référendaire à la Cour des Comptes et maître de conférence à l'ENA, Jean Pierre Jouyet, inspecteur des finances et président du club *Démocratie 2000*, Jean Yves Le Drian actuel ministre de la défense, Jean Pierre Mignard ancien de la direction politique du PSU et d'une organisation catholique de défense des Droits de l'Homme, tous auteurs d'un ouvrage « *La gauche bouge* » publié en 1985 : « *Finis les rêves, enterrés les illusions, évanouies les chimères. Le réel envahit tout. Les comptes doivent forcément être équilibrés, les prélèvements obligatoires abaissés, les effectifs de la police renforcés, la Défense nationale préservée, les entreprises modernisées, l'initiative libérée. Il ne s'agit plus à la fin du XXème siècle d'assurer la représentation politique de la classe ouvrière alors que les catégories sociales perdent en cohésion et que le salariat s'est profondément recomposé, ou de renforcer encore l'Etat providence alors que celui ci parvient de plus en plus difficilement à se financer et que les risques traditionnels sont correctement couverts. (...) le conservatisme qui n'est plus un réflexe de riches, mais une nécessité des pauvres. (Face) au capitalisme salvateur et au marché libérateur, jamais les Français n'ont été aussi frileux devant les mutations, craintifs face à l'avenir, pessimiste sur leur destin, hostile au changement et à la mobilité. Réhabilitation de l'argent quand il vient à manquer ? ... En période de crise, on n'est plus indulgent et tolérant que jamais à l'égard de ceux qui réussissent, car on y voit le premier signe d'une amélioration qui pourrait être générale. En réhabilitant, non*

*sans opportunité, l'entreprise et la réussite, la gauche, avec l'ardeur du néophyte, retrouve des accents que la droite n'osait plus prononcer, depuis des lustres, de peur d'être ridicule. Mais prenons garde d'en faire trop : pour faire oublier nos frasques égalitaristes, ne gommons pas notre vocation sociale »* (p.98 à 100, édition Zones).

On voit clairement ici annoncé l'actuel programme pro-patronal libéral mis en application, conséquence des diktats de la dictature de l'UE. La social-démocratie a abandonné depuis 1984 les aspects keynésiens qui suintaient encore de son programme de gouvernement avant 1981 et qui ne servaient qu'à duper puis à « *plumer la volaille communiste* ».

Le mouvement communiste pourtant né de la rupture d'avec les traîtres socialistes lors de la guerre impérialiste du début du XXème siècle, mais toujours miné par le réformisme, s'est laissé et se laisse encore abuser en conciliant avec cette social démocratie. La contagion réformiste a ainsi pénétré les forces communistes et progressivement désarmé le mouvement ouvrier et populaire. Le spectre de la « *fin de l'histoire* » a semé désarroi et affaiblissement des positions révolutionnaires d'abord en s'emparant de la tête du mouvement communiste, puis celle des syndicats de lutte de classe et des mouvements populaires combattifs.

Les concepts de *gauche* amalgamant PS, PCF, Verts et *d'extrême gauche*, élaborés dans les laboratoires idéologiques de la bourgeoisie ont été imposé par les médias pour accompagner l'effacement des frontières idéologiques et politiques qui avaient existé de 1920 - fondation du PCF- aux années précédents *l'eurocommunisme, le programme commun de la gauche, puis la gauche plurielle*. L'objectif socialiste, première étape de l'édification de la société communiste, a été abandonné au profit du « *partage des richesses* » donc de la « *moralisation* » du capitalisme. C'est l'économisme qui consiste à réduire le programme politique aux réformes d'augmentation des salaires que tout syndicaliste digne ce nom revendique. « *Moraliser le capitalisme* » (sic!) c'est justement le piège irréaliste qu'alimente le fil continu entre la social-démocratie, l'écologie politique, le trotskisme et les directions du mouvement communiste et syndical.

Un début de rupture, pour le moment non complètement assumé, a été amorcé avec la victoire du NON au traité constitutionnel européen (TCE) avec l'émergence des Collectifs anti-libéraux et du Front de Gauche, bientôt suivi de l'échec patent de la stratégie réformiste du « *syndicalisme rassemblé* ». Après des décennies de suivisme, les forces de la gauche anti-libérale, qui tentent de se démarquer de la social-démocratie libérale, peinent à prendre le chemin de la rupture idéologique et politique nécessaire pour dégager une alternative révolutionnaire contre la prétendue « *fin*

de l'histoire » éternelle que serait le capitalisme. Rompre avec le PS définitivement et conséquemment est la tâche qui incombe aux véritables communistes, aux syndicalistes de lutte des classes et aux démocrates progressistes anti-libéraux.

## **Combattre le fascisme qui dévoie la lutte des classes**

Mais même si la crise systémique et ses effets socialement dévastateurs provoquent une différenciation sociale en cours au sein du monde du travail et des populations, dont la résistance antilibérale naissante est une expression politique, la soumission à l'idéologie bourgeoise se poursuit encore aujourd'hui au sein même des forces politiques anti-libérales. En même temps certains secteurs capitalistes commencent à se rendre compte que leur système est de moins en moins crédible et que leur capacité à duper les travailleurs et les peuples commence à s'essouffler.

C'est ce qu'on peut lire sous la plume de Paul Polman, PDG d'Unilever, et Lynn Forester, PDG de Rothschild, auteurs d'un article intitulé « *pour un capitalisme moral et inclusif, il faut moraliser le capitalisme en mettant fin à la dictature du court terme et en luttant contre l'exclusion sociale* » : « *Le capitalisme a mené l'économie du monde à des niveaux de prospérité sans précédents. Mais il s'est aussi montré lourdement dysfonctionnel. Il encourage souvent une vision à court terme, contribue à de profondes disparités entre les riches et les pauvres, et tolère l'imprudence dans le traitement du capital environnemental. Si ces coûts ne peuvent être contrôlés, il se pourrait que l'on abandonne le capitalisme – et avec lui, le meilleur espoir de l'humanité pour la croissance économique et la prospérité. Il est donc temps d'envisager les nouveaux modèles de capitalisme émergent partout dans le monde – surtout le capitalisme conscient, le capitalisme moral et le capitalisme inclusif. (...) Tout système générant de tels excès tout en excluant autant de personnes se voit confronté au risque de rejet public. Étonnamment, les effets négatifs du capitalisme s'intensifient alors même que la confiance dans les institutions publiques chute à des niveaux historiques. (...) Déçus à la fois par l'Etat et par le marché, les gens se demandent de plus en plus si le capitalisme tel que nous l'appliquons vaut le coût. Nous constatons ceci dans les mouvements comme Jour de la Terre et Occupy Wall Street. Un peu partout dans le monde – des pays du Printemps arabe au Brésil, à la Turquie, au Venezuela, et à l'Ukraine, les opinions publiques frustrées descendent dans la rue. Réagir aux échecs du capitalisme moderne implique une gouvernance forte et une coopération intense entre le monde des affaires, les gouvernements, et les ONG. (...)*

*Aucun de nous ne peut s'épanouir dans un monde où un milliard de personnes se couche chaque soir avec la faim au ventre et 2,3 milliards n'ont pas accès à des installations sanitaires; Et les entreprises ne peuvent s'épanouir là où la confiance de l'opinion dans l'avenir et les institutions n'a jamais été aussi mince. La route sera longue, mais nous sommes certains que la transformation requise est en marche... La conférence sur le capitalisme inclusif représente un autre pas en avant. En l'espace d'une génération nous serons capables de redéfinir le capitalisme et de construire une économie globale durable et équitable (sic!) » (La Tribune du 28 mai 2014).*

Parallèlement aux inquiétudes de certains secteurs de la bourgeoisie impérialiste pour leur système et leurs institutions, la crise systémique et la broyeuse sociale, mise en branle par les gouvernements successifs de droite et de « gauche » pour maintenir les profits maximums du MEDEF, provoquent inexorablement la hausse de l'abstention et continuent de faire le lit électoral du Front National et des autres forces fascistes dans les pays impérialistes de l'UE et des USA.

Au XVIIème congrès du PCbUS en 1934, Staline précisait que « *la victoire du fascisme en Allemagne, il ne faut pas seulement la considérer simplement comme un signe de faiblesse de la classe ouvrière et comme le résultat des trahisons perpétrées contre elle par la social-démocratie qui a frayé la route au fascisme. Il faut la considérer aussi comme un signe de faiblesse de la bourgeoisie, comme un signe montrant que la bourgeoisie n'est plus en mesure d'exercer le pouvoir par les vieilles méthodes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise, ce qui l'oblige à recourir dans sa politique intérieure, aux méthodes terroristes de gouvernement; comme un signe attestant qu'elle n'a plus la force de trouver une issue à la situation actuelle sur la base d'une politique extérieure de paix, ce qui l'oblige à recourir à une politique de guerre* ».

Retenons donc trois conditions fondamentales pour que le capital ait besoin du fascisme au pouvoir : a) Une menace sérieuse du prolétariat révolutionnaire sur fond de crise générale du système impérialiste et le développement subséquent d'une lutte de classe offensive sous la direction d'un Parti Communiste révolutionnaire pour la prise du pouvoir ; b) L'impossibilité pour la bourgeoisie de gouverner par les méthodes de la démocratie parlementaire, d'utiliser le réformisme social-démocrate de droite ou de gauche pour neutraliser la montée en puissance de la lutte de classe ; c) La nécessité immédiate d'une dictature terroriste du capital financier pour écraser les organisations et le mouvement ouvrier révolutionnaire.

Si ces trois conditions étaient réunies tant en Allemagne en 1933 qu'en Italie en 1921, aucune de ces conditions n'est complètement atteinte pour l'instant

ni aux Etats-Unis, ni dans les principales puissances de l'UE. En effet le mouvement ouvrier et populaire est toujours dominé par le réformisme. Le discrédit montant des institutions bourgeoises (Exécutif, législatif, judiciaire) s'accélère certes et s'est considérablement renforcé sous l'effet des crises des *subprimes* et de l'euro. Pour le moment le signal principal de ce discrédit est l'abstention majoritaire, qui reste un rejet passif, la combativité ouvrière et populaire est parcellaire et sectorielle, la force électorale fasciste montante est relativisée par l'abstention montante toujours largement majoritaire.

Dans un tel contexte, néanmoins évolutif, la fonction principale dévolue par la bourgeoisie au parti fasciste est de diviser le mouvement ouvrier et populaire pour empêcher l'unité de classe des travailleurs contre la classe des capitalistes. Ce rôle diviseur du fascisme détermine la nature raciste, xénophobe, islamophobe, rommophobe, misogyne de sa propagande.

Mais depuis 2005 surtout, le fascisme étale sa démagogie sociale pour récupérer la victoire du NON de classe au traité constitutionnel européen. Le FN apparaît ainsi comme le seul parti qui prône, certes mensongèrement, la sortie de l'euro, et de ce fait récupère électoralement une part du regain de colère sociale légitime. L'augmentation du coût réel de la vie suite à l'adoption de l'euro, l'adoption antidémocratique du traité de Lisbonne pour effacer la victoire du NON au TCE, les ravages sociaux brutaux imposés par l'UE à la Grèce, l'Espagne, l'Italie, le Portugal et Chypre ont fini de laminer « *l'europhorie* ». La crise des *subprimes* s'est transformée en crise de la dette des Etats qui avaient été mis à contribution pour sauver les banques. Dans ces conditions, on doit donc se préparer à un nouveau soubresaut dans la crise systémique du capitalisme qui renforcera encore plus les politiques d'austérité actuelles, amplifiera davantage le rejet de l'euro et de l'UE, et pourrait aggraver les contradictions inter-impérialistes internes à l'UE au point que le maintien de la zone euro telle quelle serait intenable. Une telle évolution de la situation pourrait entraîner la possibilité d'un FN ou d'une combinaison politique l'incluant comme recours pour la bourgeoisie parce qu'il est le seul parti bourgeois ayant une certaine base de masse liée à sa soit-disant « *sortie concertée de l'euro* ».

Cette situation pose une équation majeure aux forces anti-libérales, syndicales, associatives et politiques qui ont été à la base de cette formidable victoire populaire, celle de livrer bataille contre la récupération fasciste en s'emparant du mot d'ordre de la sortie de l'euro, de l'UE, du TAFTA et de l'OTAN.

C'est le programme révolutionnaire et internationaliste que l'on doit opposer au ralliement total de la so-

cial-démocratie au programme de « notre » bourgeoisie impérialiste, soumise au « *besoin d'aire* » du capital allemand et US dominants. Cette soumission de la social démocratie dans le sillage de la droite, est signée comme suit par Laurent Fabius, Pierre Mauroy et Michel Rocard, tous ténors et hauts responsables de l'Internationale Socialiste, dans un texte intitulé « *socialistes de toute l'Europe, unissez vous!* » : « *Le socialisme dans un seul pays n'a évidemment plus de sens (sic!). Si l'on veut être efficace et peser vraiment sur le cours des choses, les politiques à mettre en oeuvre et les régulations à construire se situent désormais à l'échelle des continents et du monde. (...) La social-démocratie se définit par la recherche d'un triple compromis entre le capital et le travail, le marché et l'État, la compétition et la solidarité. (...) Les trois compromis de la social-démocratie doivent donc être actualisés, nos méthodes réformées et internationalisées. (...) Il faut aussi éviter tout repli sur soi, car le déséquilibre actuel qui fait des États-Unis l'acteur dominant du système international doit être corrigé. (...) La refondation de la social démocratie passera d'abord par l'Europe. (...) devant les enjeux de la gouvernance internationale... l'Europe constitue le bon échelon d'intervention et de représentation. (...) nous voyons ce qu'elle peut d'ores et déjà dans la sphère économique ! Puissance douce, soft power, comme diraient les Anglo-Saxons ? (...) un monde qui se structurera autour de quatre ou cinq grands ensembles régionaux, dont l'Europe. (...) la social-démocratie doit prendre appui sur l'Europe » (Le Monde du 29 octobre 2002).*

On savait que la social-démocratie et dans son sillage l'écologie politique et les courants trotskistes avaient rallié l'OTAN de l'occident impérialiste contre l'URSS et le camp socialiste, mais maintenant il s'agit du ralliement au libéralisme politique, programme unique dicté par l'UE aux gouvernements successifs, notamment sociaux démocrates depuis 1984.

Quatre-vingt sept ans plus tôt, Lénine dénonçait déjà ainsi le chauvinisme eurocrate du social impérialisme de la « *gauche* » socialiste : « *L'opportuniste allemand Gerhard Hildebrand, qui fut en son temps exclu du parti pour avoir défendu l'impérialisme et qui pourrait être aujourd'hui le chef du parti dit 'social-démocrate' d'Allemagne, complète fort bien Hobson en préconisant la formation des 'Etats-Unis d'Europe occidentale' (sans la Russie) en vue d'actions 'communes'... contre les Noirs d'Afrique, contre le 'grand mouvement islamique', pour l'entretien 'd'une armée et d'une flotte puissantes' contre la 'coalition sino-japonaise', etc.* » (Impérialisme stade suprême du capitalisme, chapitre VIII). Cette dénonciation de l'opportunisme social-démocrate de l'époque par Lénine n'est-elle pas encore d'une actualité éclatante?

Les communistes, les progressistes anti-libéraux et les

syndicalistes de lutte des classes doivent lutter pour la sortie de l'OTAN, mais aussi pour la sortie de l'euro et de l'UE.

Le mot d'ordre des « *Etats-Unis d'Europe* » n'est ni marxiste ni scientifique (et cela quelque soit l'époque, y compris au 19ème siècle, époque de Marx et Engels et du « capitalisme ascendant »). Et il l'est moins encore à l'époque du capitalisme des monopoles, de la fusion du capital bancaire et industriel qui a donné naissance au capitalisme financier, à l'impérialisme, stade suprême du capitalisme.

Le développement inégal est la loi absolue du développement de l'impérialisme. Que les impérialistes de l'UE aient eu besoin de forger, de 1945 jusqu'en 1991, le bloc des « *Etats-Unis d'Europe* », d'abord sous la houlette des USA pour « *endiguer* » le communisme, puis depuis 1992 sous la houlette à la fois de l'impérialisme allemand et US (qui sont à la fois alliés contre les autres peuples, notamment les pays « *émergents* » et concurrents selon les intérêts de leurs monopoles rivaux) ne peut et ne doit pas conduire à accepter l'intégration d'une quelconque manière dans l'UE, cette facette particulière du processus de la *mondialisation capitaliste* actuelle. La construction de l'UE est une alliance des bourgeoisies impérialistes européennes contre le reste de l'humanité.

C'est pourquoi, Lénine a vu très tôt que le slogan des « *Etats-Unis socialistes d'Europe* » étaient « *soit impossible, soit réactionnaire* ».

« *Impossible* »: A l'époque en 1915 le mot d'ordre trotskiste (en fait du social-démocrate Parvus, que Trotski plagie) des « *Etats-Unis socialistes d'Europe* » se confondait tout simplement avec les « *Etats-Unis socialistes du monde* » parce que les principales puissances impérialistes qui dominaient le monde étaient européennes alors que le reste de l'humanité en constituait la périphérie exploitée et dominée. Dans ces conditions donc le socialisme advenant en Europe devenait forcément *mondial*, vu le rapport des forces de l'époque au plan mondial. Cette « *impossibilité* » était aussi due au fait que les « *Etats-Unis socialistes* » étaient tendanciellement contenus et contredits par la loi du développement inégal du capitalisme et du processus révolutionnaire rendant inévitable la « *révolution dans un seul pays ou groupe de pays* ».

« *Réactionnaire* »: Parce que la loi du développement inégal du capitalisme explique que les puissances impérialistes européennes ont été surpassées, après 1945, par l'hégémonie des impérialistes US, lesquels ont lancé la construction du bloc européen dans le cadre de leur combat pour vaincre l'URSS et le camp socialiste. Mais cette union de capitalistes qu'est l'UE, forgée notamment par un rapport de forces internes au sous-continent européen, ne peut se faire qu'en

détruisant toutes les conquêtes sociales et démocratiques, qu'en paupérisant massivement les travailleurs et les peuples, qu'en ouvrant les vannes de la fascisation à l'intérieur et en se lançant dans les aventures guerrières agressives à l'extérieur. C'est d'ailleurs ce qui arrive actuellement partout dans tous les pays de l'espace de l'UE.

Certes, aujourd'hui, le slogan des « *Etats-Unis communistes d'Europe* » (sic!), que propagent démagogiquement les opportunistes droitiers et les trotskistes en soutenant de fait l'UE bourgeoise, ne se confond pas et ne peut pas se confondre, comme du temps de Lénine, avec « *les Etats-Unis communistes du monde* » vue l'existence de puissances capitalistes mondiales comme les USA et l'avènement sur la scène mondiale des puissances non capitalistes (Cuba, Vietnam, Corée du nord, Chine) et capitalistes (Russie, Inde, Brésil, etc. mais pas encore impérialistes au sens Léniniste) que sont les pays « *émergents* ».

D'ailleurs à ce propos les expériences en cours des rescapés du camp socialiste comme la Chine, la Corée du nord, le Vietnam, Cuba, tous gouvernés par des Partis Communistes, sont à étudier sérieusement quand à leur nature de classe, leur place dans la « *mondialisation capitaliste* » actuelle et leur rôle spécifique dans l'évolution du rapport des forces entre travail et capital, entre peuples et impérialisme, entre socialisme et capitalisme, etc..

Mais il n'y a rien, absolument rien de révolutionnaire, d'internationaliste ou de scientifique dans la propagande des trotskistes, quasiment tous pro-UE au nom de la prétendue lutte contre le « *nationalisme* », sauf qu'ils combattent le « *nationalisme* » des Etats-Nations au profit du « *nationalisme* » chauvin et fascisant de l'UE supranationale. Selon les trotskistes, l'écologie politique et la social-démocratie, il y aurait un « *internationalisme* » spécifique à l'UE et cet « *internationalisme* » aurait donc maintenant une frontière, celle de la nouvelle « *nation* » (sic!) en construction qu'est l'UE.

Le chauvinisme pro-UE est une arme bourgeoise impérialiste contre la stratégie révolutionnaire de dislocation de l'UE par la mobilisation populaire pour la sortie de l'euro et de l'UE atlantiste, étape par laquelle doit passer et passera probablement la révolution socialiste dans un pays ou un groupe de pays, dans cet espace économique et politique impérialiste européen.

Il faut faire remarquer ici que le Front de Gauche avec son slogan chimérique « *d'Europe sociale* » est fortement marqué par cette influence social-démocrate, écologiste et trotskiste pro-UE. C'est aussi en cela que ce cartel électoral des partis anti-libéraux qu'est le Front de Gauche, reste un front dominé par la petite bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière, aujourd'hui en

voie de paupérisation mais jusque récemment encore intégrée dans le système bourgeois de collaboration de classe pro-UE. Cela ne doit pas être perdu de vue, même si le Front de Gauche est une étape par laquelle il faut passer pour enraciner le combat anti-libéral au sein des masses et pousser à l'intervention des classes populaires, principalement celle de la classe ouvrière.

Les critiques de plus en plus vives viennent des Gauches anti-libérales et communistes d'Amérique du Sud contre la « *gauche européenne* » incapable d'élaborer une alternative anti-capitaliste et anti-impérialiste au pouvoir du capital et de s'opposer concrètement aux guerres coloniales de l'UE.

Dès lors il doit être dit clairement que seule l'intervention ouvrière prolétarienne frayera la voie à la démarcation puis à la rupture d'avec l'illusion de *'Europe sociale*. C'est d'ailleurs ce que l'on commence à voir à travers la grève des cheminots contre le saucissonnage de la SNCF, celle d'Air France contre les compagnies low cost et celle de la SNCM contre la libéralisation imposés par l'UE et son credo, « *la concurrence libre et non faussée* ». Ces grèves annoncent un début de passage de l'abstention dans les urnes à la résistance active contre les diktats de l'UE que nous devons continuer de pousser en avant.

C'est aussi pour toutes ces raisons que Staline le 14 octobre 1952, dans son discours de clôture du XIXème congrès du PCUS, soulignait fort justement que la question de la souveraineté nationale et populaire redevient centrale pour les peuples et pour les communistes y compris dans les Etats impérialistes d'Europe : « *Autrefois, la bourgeoisie était considérée comme la tête de la nation, elle défendait les droits et l'indépendance de la nation, les plaçant « au dessus de tout ». Maintenant, il ne reste plus trace du « principe national ». Maintenant, la bourgeoisie troque les droits et l'indépendance de la nation contre des dollars. Le drapeau de l'indépendance nationale et de la souveraineté nationale est jeté par-dessus bord. Sans aucun doute, c'est à vous, représentants des partis communistes et démocratiques, de relever ce drapeau et de le porter en avant si vous voulez être des patriotes, si vous voulez devenir la force dirigeante de la nation* » (Numéro spécial des *Cahiers du communisme*, novembre 1952).

Les forces communistes et anti-libérales, les syndicalistes de lutte de classe, à l'instar des générations précédentes, celle de la Commune, doivent prendre la tête du combat de la souveraineté nationale et populaire pour briser cette prison des peuples qu'est l'UE.

## Combattre les guerres contre les peuples

Lénine avait déjà analysé que l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, est l'époque du « *maintien artificiel du capitalisme à l'aide de colonies, de monopoles, de privilèges et d'oppression nationale* ».

Dès sa naissance le capitalisme en tant que mode de production a été marqué par ce que d'aucun appelle aujourd'hui « *mondialisation* » ou « *globalisation* ». En effet, la classe sociale porteuse de ce système économique et social, la bourgeoisie (le *patronat* ou encore les *actionnaires*) et son appropriation des moyens de production, a été boostée dans sa conquête de la puissance économique et politique par la découverte et la mainmise sur les sources de matières premières minérales comme le charbon, le fer, l'or et les matières premières agricoles comme la laine, le coton, le café dont l'exploitation exigeait une main d'œuvre ayant comme seule bien sa force de travail manuelle et/ou intellectuelle : la classe ouvrière, le prolétariat.

C'est ainsi qu'est né le système colonial, parallèlement à la contradiction capital – travail, par la conquête militaire brutale du continent américain, le génocide des Amérindiens qui est le premier grand crime contre l'humanité de l'ère moderne, l'émigration massive des populations européennes pour peupler le continent américain complétée par la traite et l'esclavage des Noirs d'Afrique. Du 15ème au 18ème siècle, le sous-continent européen sera à la fois la puissance technologique, industrielle, financière, militaire, stratégique et géopolitique. C'est en Europe qu'arrivaient les matières premières pillées en Amérique pour être transformées en produits industriels.

Au 19ème et 20ème siècle, la seconde phase de la « *mondialisation* » capitaliste s'opéra par la conquête des empires coloniaux en Afrique et en Asie. L'Europe, notamment sa partie ouest, bientôt suivie des USA, étaient « *l'atelier du monde* » transformant les matières premières agricoles et minières en produits industriels de consommation.

Toutes les guerres coloniales du capitalisme naissant, puis du capitalisme en développement et enfin du capitalisme arrivé à maturité se partageant le monde par la conquête de vastes empires coloniaux, sans omettre les guerres inter-impérialistes comme la guerre de 1914-1918 et la seconde guerre mondiale antifasciste de 1939 à 1945, ont ceci de caractéristique : elles ont été faites pour s'emparer de la main d'œuvre transformée en esclaves ou asservie par le travail forcé et des sources de matières premières, pour transformer dans les pays impérialistes les matières premières minérales et agricoles en marchandises industrielles et générer le

maximum de profit.

Or ce qui caractérise l'évolution actuelle, suite aux luttes de libération nationale, au 18ème et début du 19ème siècle sur le continent américain dans le sillage des indépendances des USA et de Haïti, puis celles du 20ème siècle impulsées et soutenues par la Révolution Bolchevique, l'URSS et le camp socialiste victorieux du Nazisme, ce sont les pays dits « *émergents* » comme la Chine, l'Inde, le Brésil, le Vietnam, l'Afrique du Sud, la Corée du Nord et les nouvelles expériences révolutionnaires, progressistes, antilibérales comme le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur, le Nicaragua, le Salvador, le Pérou, etc., qui s'appuient sur l'héroïque résistance économique, culturelle, politique et idéologique de Cuba socialiste.

Ces pays deviennent les nouveaux « *pays ateliers* » qui produisent tout ce que la planète consomme, en particulier tout ce que consomment l'UE et les USA, lesquels se « *désindustrialisent* » progressivement pour se transformer, par le biais de la financiarisation et de l'explosion du capital fictif, en rentiers parasites vivant de la spéculation et de l'usure.

Cette évolution objective inexorable de la division internationale du travail au cours de cette troisième phase de la « *mondialisation ou globalisation* », c'est-à-dire de l'internationalisation du capital et de la recherche du profit maximum, confère un caractère particulier au nouveau cycle des guerres d'agressions coloniales de l'impérialisme US et de l'UE contre les peuples.

En effet, le nouveau cycle des guerres est engendré par la nécessité pour l'impérialisme de contrôler les sources de matières premières stratégiques indispensables au développement des pays dits « *émergents* ». Il s'agit pour les rentiers parasites des USA et de l'UE de générer des profits colossaux en contrôlant et en rendant les pays « *émergents* » dépendants d'eux pour l'accès aux matières premières dont ils ont besoin pour continuer à se développer. Par leur mainmise sur les richesses stratégiques des pays producteurs, les USA et l'UE s'érigent en usuriers rentiers fixant les conditions d'accès aux matières premières aux pays « *émergents* ». Les Firmes Transnationales peuvent ainsi spéculer sur les prix, fixer les taxes, poser leurs conditions, organiser le sabotage des économies ou les affaiblir, mener la guerre commerciale et donc continuer à exploiter et dominer l'économie mondiale. C'est cela la base matérielle réelle de la tendance à la fusion de plus en plus prononcée entre militarisation, spéculation et financiarisation des économies des USA et de l'UE.

Voilà pourquoi l'impérialisme se lance dans les guerres actuelles de « *faible ou moyenne intensité* » contre les pays récalcitrants encore sous développés pour les

asservir. C'est le cas des deux guerres contre l'Irak, de la guerre contre l'ex-Yougoslavie (la Serbie), de celles contre l'Afghanistan, la Côte d'Ivoire, la Libye, la Syrie, l'Ukraine, etc. Il s'agit d'en finir avec des pays et des peuples qui refusent de se soumettre au diktat des impérialistes, et qui donc, malgré la nature bourgeoise ou féodale de leur régime, rejettent la domination impérialiste et cherchent même parfois à développer leur pays pour en faire des pays émergents et indépendants.

L'Irak de Saddam Hussein, la Libye de Khadafi, la Syrie de Bachar El Assad, l'Ukraine de la République Populaire du Donbass sont justement ce type de pays ou de régions où les nationalisations des secteurs économiques stratégiques, des richesses du sol et du sous sol les ont dotés d'un indice du développement humain (IDH) qu'on ne trouve nulle part dans les pays soumis à l'impérialisme de l'UE et des USA. Mieux ; en empêchant l'accès sans contre partie aux richesses naturelles aux firmes transnationales des USA et de l'UE, ces pays ont souvent investi dans des réalisations économiques, éducatives, sanitaires et sociales qui les mettent sur les rails du développement. C'est justement cela qui est détruit par les agresseurs impérialistes qui, à coups de bombes et de missiles, s'évertuent à ramener ces pays à « *l'âge de pierre* » pour ensuite utiliser le système inique de la dette et de la dépendance pour les asservir au profit de leurs entreprises privées au nom soi-disant de « *la reconstruction* ». L'objectif des impérialistes est encore plus ignoble comme on le voit en Irak et en Libye. Cette destruction massive des infrastructures, des réalisations économiques, sociales et culturelles est accompagnée du pillage des œuvres historiques et des assassinats ciblés des ingénieurs, des savants, des chercheurs, des professeurs des pays agressés afin les rendre dépendants pour une ou plusieurs générations. Pour atteindre ces buts inhumains et prédateurs, les impérialistes mettent à contribution les forces moyen-âgeuses, théocraties et djihadistes islamistes, les fondamentalistes évangélistes chrétiens, les sionistes colonialistes et les fascistes nazis comme on peut le voir dans les pays du Moyen-Orient, en Palestine, en Afrique, dans les Balkans et en Ukraine. C'est aussi en cela que l'impérialisme, c'est la barbarie.

De Brzezinski, conseiller d'Etat US, qui a créé et mobilisé les djihadistes d'El Qaïda en Afghanistan aux Takfiristes, aux Wahabites de l'Etat Islamique en Libye, en Irak et en Syrie jusqu'aux Nazis en Ukraine, sans oublier Israël contre le peuple Palestinien, c'est le même scénario terroriste meurtrier contre l'indépendance et la souveraineté des peuples que Joe Biden, vice-président d'Obama confesse ainsi: « *Les Turcs sont de grands amis, ainsi que les Saoudiens et les résidents des Emirats arabes unis (EAU) et autres. Mais leur seul intérêt était de renverser le président syrien Bachar al-*

*Assad. Pour cela, ils ont mené une guerre par procuration entre les sunnites et les chiïtes et ont fourni des centaines de millions de dollars et des dizaines de milliers de tonnes d'armes à tous ceux qui acceptent de lutter contre (Bachar) al-Assad » (Afrique-Asie, novembre 2014).*

Cette situation montre que le monde est de nouveau divisé en *camp de la guerre*, représenté par les USA, l'UE, leurs alliés des théocraties religieuses fondamentalistes, les sionistes israéliens, les fascistes en Ukraine et les réseaux terroristes qu'ils financent et arment et en *camp de la paix*, représenté par les pays « émergents », les Etats anti-libéraux et anti-impérialistes d'Amérique du Sud et les peuples qui subissent les agressions armées des impérialistes. Telle est la réalité objective de l'état actuel du monde. Tel est l'enjeu fondamental dont les forces communistes, anti-libérales et syndicalistes de lutte des classes dans les différents Etats impérialistes de l'UE doivent prendre conscience.

Or cette prise de conscience est encore diffuse et tarde à émerger, même si les mensonges des impérialistes pour déclencher leurs guerres deviennent de plus en plus flagrants et dupent de moins en moins de monde. En effet, les travailleurs et les peuples emprisonnés dans l'UE prennent progressivement conscience de la dangerosité des guerres impérialistes, d'autant plus que, non seulement de nombreux soldats y meurent, mais aussi que des jeunes d'ici deviennent djihadistes, ce qui accroît le danger d'un retournement contre leurs commanditaires impérialistes, comme l'a fait Ben Laden, ex-agent de la CIA, engagé en Afghanistan contre le communisme.

Ces aventures guerrières des USA, d'Israël et de l'UE conduisent peu à peu l'humanité vers une nouvelle conflagration mondiale qui opposera le camp de la guerre (USA, Israël, UE, etc) et le camp de la paix (les Etats rescapés du camp socialiste, anti-libéraux et anti-impérialistes et les pays capitalistes non impérialistes au sens Léniniste).

Le « *ni, ni* » qui consiste à renvoyer dos à dos l'agresseur et le bourreau impérialiste US, UE et Israélien et l'agressé victime Afghan, Irakien, Libyen, Syrien, Yougoslave/Serbe et Ukrainien du Donbass s'est révélé et se révèle comme un soutien chauvin criminel aux guerres coloniales des puissances capitalistes.

Dans le contexte de quasi disparition des mouvements internationalistes pour la paix, les forces communistes et anti-libérales, les syndicalistes de lutte de classe, à l'instar des générations précédentes, doivent absolument faire le lien entre régression sociale dans les pays impérialistes (USA et UE) et guerres à l'extérieur menées par « *nos* » bourgeoisies en quêtes de profit maximum. Il y a un lien dialectique entre la faiblesse

des résistances ouvrières et populaires à l'offensive anti-sociale à l'intérieur et la quasi-inexistence de mobilisations de classes, citoyennes et internationalistes des peuples contre les agressions militaires à l'extérieur. Ce sont deux faces de la même médaille, baromètre du réformisme dominant qui explique l'état de faiblesse programmatique et militant des forces communistes, anti-libérales et syndicales de lutte des classes. Il faut oeuvrer à remédier à cela pour aller résolument de l'avant.

## **Vaincre le réformisme pour renverser le capitalisme**

Ce que le monde du travail et les peuples ont vécu et vivent encore depuis le triomphe momentané de l'impérialisme contre le camp socialiste, contre l'URSS dans les années 90, avait pourtant fait déjà l'objet de l'avertissement suivant de J.V. Staline: « *Qu'advierait-il si le capital réussissait à écraser la République des Soviets ? Une période de la plus noire réaction s'en suivrait. La classe ouvrière et les peuples opprimés seraient pris à la gorge. Les positions du communisme international seraient perdues..* » (*Encore une fois sur la déviation social-démocrate dans notre parti*).

En effet le « *pouvoir absolu* » dictatorial du capital s'est soldé et se solde encore par les offensives contre toutes les conquêtes sociales et la massification de la pauvreté dans les « *pays riches* », le retour du fascisme sur le devant de la scène politique et les agressions militaires renouvelées contre les peuples, étapes vers une conflagration mondiale, une nouvelle guerre mondiale. Les agressions multiples et protéiformes des impérialistes US et de l'UE contre les peuples et la misère dans laquelle ils mettent leurs propres peuples font partie de la marche vers l'affrontement entre camp de la paix et camp de la guerre. Cette sombre perspective qui se dessine exige que les internationalistes des deux côtés se parlent, échangent et discutent franchement pour définir et lutter ensemble contre les fauteurs de guerres impérialistes.

Devant la barbarie du capitalisme libéré temporairement du contre poids que constituait le camp socialiste, l'URSS, les Gauches antilibérales et anti-impérialistes d'Amérique du Sud à l'initiative des nouvelles expériences révolutionnaires en cours expriment avec une exigence fraternelle la critique du réformisme des communistes et de la « *gauche européenne* » : « *La vie des révolutionnaires et des communistes, disent-ils, est toujours marquée par les défaites. C'est justement pour cela que l'on est révolutionnaire et communiste, pour apprendre en permanence et avancer à partir de la défaite et des conditions nou-*

*velles qu'elle crée, et chercher les espaces, les chemins de l'émancipation. Ce ne sont donc pas seulement des défaites politiques partielles ou des changements techniques dans la production qui expliquent l'actuelle débandade et la stratégie défensive des forces révolutionnaires européennes. Je crois que l'on vit aujourd'hui une défaite intellectuelle et morale, une perte de contenu de l'horizon alternatif qui définit la gauche dans le monde » (Avaro Garcia Linera, vice président de l'Etat plurinational de la Bolivie, *Regard sur les Gauches*, éditions *Espaces Marx*).*

Les Gauches d'Amérique du Sud appellent ainsi les forces communistes, anti-libérales et les syndicalistes de luttes des classes d'Europe à ne pas « *rester prostrés face à la défaite ou occulter son sens, paralysant ainsi notre âme. Il faut revenir sur ces luttes, de manière théorique et pratique, il faut en tirer les leçons et avancer sans complexe. Nous avons besoin d'une gauche sans complexe face à l'avenir... Les nouvelles générations doivent assumer les erreurs et les faiblesses comme des expériences, pour ne pas les répéter, mais au contraire pour continuer à regarder l'horizon et l'avenir. C'est un effort collectif pour construire les nouveaux horizons de notre époque... Notre tâche commune..., c'est de sortir du néolibéralisme. Notre première tâche, c'est d'en finir avec la croyance selon laquelle le néolibéralisme serait un régime naturel, un régime indépassable, un régime qui n'a pas de limite et pas d'alternative. Evitons l'abattement et la démoralisation historique de la société contemporaine... Cet horizon alternatif de société, que nous appelons communisme, sera obligatoirement pluriel, non homogène, géographiquement différencié et temporellement discontinu » (idem).*

Comme l'écrit Alvaro Garcia Linera, « *il est temps de cesser de porter le deuil* » de la défaite subie, après 70 ans d'expériences de construction du socialisme, pour reprendre le chemin ardu qui a permis aux générations précédentes de défier puis vaincre l'impérialisme.

La crise systémique actuelle de l'impérialisme et ses effets ravageurs, mortels et criminels ouvrent les yeux plus que mille discours sur la nature sauvage et inhumaine réelle du capitalisme et sur la nécessité de son renversement inévitable.

Pour reprendre le chemin de la révolution, comme l'ont entamé nos camarades d'Amérique du Sud et comme le font les rescapés du camp socialiste que sont Cuba, le Vietnam, la Corée du Nord et la Chine, il faut en finir avec le complexe de l'oeuvre gigantesque réalisée par les anciens que l'entreprise mensongère de salissage éhonté de la bourgeoisie mondiale ne cesse de criminaliser. Il faut retrouver la confiance en nous et notre histoire de luttes victorieuses contre le capitalisme, car la puissance idéologique, morale, l'éthique, l'intelligence stratégique et tactique et les prouesses de nos anciens sont et doivent être des motifs de fierté et des points d'appui pour les générations prolétariennes révolutionnaires actuelles.

Nous assumons et devons assumer, en matérialistes dialecticiens par l'étude scientifique critique, le travail formidable accompli par nos anciens et leurs impressionnantes avancées progressistes pour débarrasser l'humanité de la parenthèse historique d'horreur prédatrice et de crimes sans fin qu'engendrent le capitalisme et l'impérialisme. Ils et elles, nous ont montré que c'était possible et comme le dit Frantz Fanon, c'est à nous de parachever en accomplissant notre mission.

Dépoussiérant les mensonges que la nature barbare et tyrannique de l'impérialisme dévoile peu à peu aux yeux des travailleurs et des peuples et forgeant un programme alternatif contre la régression sociale, le fascisme et les guerres, les communistes, les antilibéraux et les syndicalistes de luttes des classes peuvent et doivent oeuvrer à mettre en rang de bataille les masses laborieuses, ses bâtisseurs de la civilisation nouvelle sans patron, sans capitalistes que sont les ouvriers, les paysans, les travailleurs et les peuples opprimés. Le combat contre la régression sociale, le fascisme et la guerre passe inexorablement par la sortie de l'UE et constitue la principale ligne de fracture délimitant les deux côtés de la barricade entre réformistes pro-UE et révolutionnaires anti-capitalistes.

Novembre 2014

